

Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/Securite-provoquer-un-choc.html

André Gerin, député du rhône

Sécurité : provoquer un choc salutaire

- Idées - Projet et Programme Communiste -

Date de mise en ligne : lundi 3 juillet 2006

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

Au-delà de la politique sécuritaire et du tout répressif du gouvernement Chirac/Villepin, au-delà de l'épouvantail Sarkozy, au-delà des pas de Sioux de Ségolène Royal, est-il possible de prendre conscience des phénomènes de la délinquance, de leur ampleur et d'en débattre ? La direction du PCF va-t-elle enfin sortir des approximations pour aller vers une prise de conscience salutaire de la réalité que vivent des millions de Français ? Prendre la question de l'insécurité à bras le corps, n'est-ce pas une façon directe de montrer toute la pertinence des valeurs du communisme ? Donner au Parti communiste français comme ligne d'action politique majeure la reconquête du monde du travail des milieux populaires et intellectuels, n'est-ce pas la seule façon véritable d'extirper de la société, petit à petit, les tares que le capitalisme y sème ?

Cela commence par le bruit, les odeurs, les nuisances de toutes sortes liées à un habitat médiocre, concentré, uniforme et à la paupérisation galopante des habitants qui y vivent. Cela continue avec la drogue, l'alcool, la violence de plus en plus exacerbée, reflets d'une terrible désespérance. Cela se poursuit avec l'économie souterraine, les bandes, les mafias de quartier. Cela se prolonge avec les intégristes qui attisent les haines.

Il faut bien voir que les incendies de voiture, les atteintes aux bâtiments publics, les feux de poubelles, la prolifération des pitbulls et autres molosses touchent en premier lieu les habitants du voisinage. Il faut examiner le fait que la délinquance vise en priorité les cibles institutionnelles, la police, les pompiers, les chauffeurs de bus, les fonctionnaires de première ligne, les gaziers, les postiers. Il faut parler de la violence scolaire quotidienne, racket, coups et blessures volontaires, armes. Nous devons sortir d'un aveuglement si préjudiciable à l'avenir de nos enfants. Sortons de l'angélisme. La malnutrition, la toxicomanie précoce ne peuvent être détachées de la primo délinquance qui s'amplifie.

On ne peut pas ignorer le facteur ethnique et religieux, l'islam radical et politique qui ressemble comme deux gouttes d'eau à l'extrême droite - souvenons-nous de l'imam Bouziane - , le prosélytisme pernicieux de Tarik Ramadan, l'influence du Djihad international. Il faut observer le repli communautaire dans les banlieues françaises. Comment pourrais-je oublier que deux gamins des Minguettes, de 20 ans et 21 ans, se sont retrouvés dans les sinistres geôles de Guantanamo. Il ne faut pas fermer les yeux sur le développement d'une économie islamiste délinquante, les dérives de certaines associations, intégristes, mafieuses, anti-républicaines, anti-communistes et communautaristes.

Dès les années qui ont suivi la première guerre du Golfe, combien d'enseignants ont exprimé leurs inquiétudes de voir dans les collèges des gamins dès 13/14 ans contester les sciences naturelles, la biologie, l'histoire puis la philosophie, de voir des jeunes filles interdites de consulter le planning familial dans leur quartier, de s'habiller à la mode, ou de fréquenter un français de souche. Qui les a entendus ? Certainement pas l'Education nationale. Pendant ce temps la dérive de la société sur fond de chômage chronique s'accentue et aggrave la spirale de la précarité comme celle des inégalités.

La question du rétablissement de l'ordre n'est pas une question qui vient d'en haut mais une exigence qui monte du peuple. Dans sa culture historique, la droite ne sait répondre qu'avec les matraques de l'Etat. La droite aggrave le mal alors qu'elle prétend le combattre. Mais tout le monde sait que ce mal remonte à loin dans le temps. C'est toute la République dans ce qu'elle a de meilleur qui est interpellée. Evacuer la question de la sécurité, voire du sécuritaire, c'est démissionner de ses responsabilités publiques au point de boucher l'horizon d'une société nouvelle.

Avec ma part de vérité, j'aimerais pouvoir provoquer un choc salutaire sur un sujet qui empoisonne la vie des Français. Ils sont en droit d'attendre du PCF des propositions qui sortent des sentiers battus pour la tranquillité publique. Qui d'autre que le PCF peut faire le lien entre une question dont souffrent les milieux populaires et le combat contre le capitalisme, pour le socialisme, le communisme ? Il faut apporter une dimension constructive pour reconstruire l'espoir en appelant au sursaut civique, au réveil démocratique Serions-nous toujours donneurs de leçons ? Arrêtons de nous masquer la réalité. Cette posture politique est intenable parce que l'électrochoc du 21 avril

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

2002 exige toujours une thérapie de choc, alors même que 2007 approche. Nous avons toujours à tirer les enseignements du score du PCF aux présidentielles de 2002 et de la perte d'une trentaine de grandes villes aux élections municipales de 2001. Nous devons réhabiliter les valeurs fondamentales qui forment de socle de toute vie en société, avoir le courage, la volonté de se défendre et reconnaître que ce courage civique a déserté les milieux dirigeants du pays et des partis. Nous devons réhabiliter la notion de devoir et de mérite pour sortir de la confusion entre le bien et le mal, entre le tort et la raison, entre le bon droit et la loi de la jungle en assurant les moyens du bien-être pour sortir de la survie d'une misère endémique qui assigne les familles populaires en résidence.

Notre société s'enfonce et se complait dans la crise économique, sociale et aussi culturelle et spirituelle. Nous subissons de plein fouet la misère morale dans laquelle est tombé le 20ème siècle avec l'accompagnement du capitalisme financier prédateur. Nous devons remettre debout l'échelle des valeurs, redonner leur place à la moralité et au civisme, réhabiliter la notion d'autorité, redéfinir les limites, les repères, les règles, pour cultiver l'estime et le respect de soi et des autres. Nous devons gagner en hauteur de vue pour sortir de la préhistoire de l'humanité. L'homme n'est pas une marchandise Il n'y a pas de progrès économique sans progrès social, pas plus que de progrès social sans progrès économique. De ce point de vue, le capitalisme a vraiment fait son temps. L'ordonnance progressiste du 2 février 1945 doit être renforcée, revisitée pour repenser une approche dynamique et nouvelle de la prévention primaire de 2 à 10 ans en valorisant la dimension culturelle, éducative pour les mineurs, dimension largement sous estimée voire inadaptée. L'apprentissage de la responsabilité, des droits et devoirs de l'enfant est une exigence incontournable pour la construction de la personne, pour développer la responsabilité individuelle pour acquérir le sens du vivre ensemble.

Il est nécessaire de rebâtir de fond en comble l'enseignement, depuis l'enseignement élémentaire jusqu'à l'enseignement supérieur pour sortir des filières qui conduisent au chômage. Il faut cesser de se faire peur avec le mot apprentissage. Il est indispensable de casser le tabou de l'apprentissage à 14 ans, de revaloriser les lycées professionnels, de repenser notre conception du collège qui fourvoie actuellement tant de jeunes dans des impasses.

La suppression du service militaire de conscription a été menée sans discernement laissant un vide terrible. Il faut le remplacer par un service national de solidarité (ou civique), de six mois ou un an, obligatoire pour tous les garçons et les filles de 16/18 ans, de toutes les catégories sociales. Ce service doit être affecté à des missions humanitaires ou écologiques sous l'égide de l'Education nationale, du ministère des Affaires étrangères. Il doit s'inscrire dans un cursus de métier et un parcours de formation ; contribuer à ce que nos jeunes soient les ambassadeurs de notre pays à l'étranger, tout en les valorisant et en leur donnant la fierté d'être Français.

La République doit porter ses missions de service public à la hauteur des exigences. Concernant la tranquillité, il faut renforcer et assumer ces missions 7 jours sur 7. Il faut aller vers une continuité des services publics tard dans la nuit, les vendredis, samedis et dimanches, en liaison avec l'ouverture en soirée d'activités commerçantes et ludiques qui prennent en compte les modes de vie et manières d'être d'aujourd'hui. Il faut résister à la privatisation rampante de la sécurité et des activités de proximité qui ne peut que constituer des ghettos de sécurité pour les riches dans un océan d'insécurité pour les pauvres.

Il y a déjà quelques années, j'ai revendiqué de façon imagée la présence de « casques bleus de la République » dans les quartiers désertés par le Droit pour s'attaquer aux problèmes de tranquillité publique, de logement, de santé, d'éducation et d'emploi. Les émeutes de novembre 2005 ont montré avec une acuité accrue à quel point la question demeure d'actualité. A la haine et la rage, il faut substituer amour et reconnaissance. La jeunesse est une chance pour la France et la France retrouvera avec elle sa vitalité, sa vivacité.

Les politiques de la ville depuis 1982 sont la preuve cuisante de l'échec sur toute la ligne de l'accompagnement social du chômage. Ce n'est pas une politique de la ville qu'il faut, c'est une politique de la France. Le Parti

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

communiste français doit se donner les moyens d'imaginer des mesures inédites et inattendues dans la perspective des échéances de 2007, pour sortir la gauche et la France de l'impasse politique de ces trente dernières années.

Vénissieux, le 14 juin 2006.

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux